

Veiller au grain :
L'impact de la réduction du déficit sur le secteur commercial

Le 27 février 1995, le gouvernement fédéral a déposé son budget pour l'année financière 1995-1996. Le déficit prévu s'élève à 32,7 milliards de dollars. En 1994-1995, le déficit a atteint 37,9 milliards. L'objectif du gouvernement est de ramener ce chiffre à 3 % du PIB, soit environ 24,3 milliards, d'ici à 1996-1997. S'il y a eu beaucoup de discussions publiques sur l'opportunité de réduire le déficit au Canada, et si les marchés financiers ont périodiquement attiré l'attention internationale sur cette question, il reste que les effets de la réduction du déficit sur le secteur commercial ont été comparativement peu étudiés. Le présent Commentaire sera concentré sur les effets (surtout indirects) de la réduction du déficit -- et de la réduction de la dette publique -- sur le secteur commercial.

Le déficit et la dette en contexte

Au Canada, les dépenses gouvernementales excèdent les recettes depuis 1975. Au cours des 20 dernières années, les dépenses du gouvernement fédéral ont régulièrement dépassé ses revenus et, collectivement, les provinces ont dépensé plus qu'elles n'ont perçu tous les ans sauf à deux reprises (1978 et 1988). Au niveau fédéral, le déficit a atteint 32,7 milliards en 1993¹. Les déficits des provinces se sont accrus de façon marquée au cours des dernières années, passant de 4,5 milliards de dollars en 1990 à 17,2 milliards en 1993. L'ensemble des déficits publics (aux niveaux fédéral, provincial et municipal) était près de 7 % du produit intérieur brut en 1993.

Selon l'OCDE, la composante structurelle, ou non conjoncturelle, de l'ensemble des déficits publics au Canada représentait 4,5 % du PIB potentiel en 1993². La

¹ Sur la base des comptes nationaux. Voir Statistique Canada, *L'observateur économique canadien*, Statistique Canada, décembre 1994, tableau 3. Les données diffusées dans les documents budgétaires sont sur la base des comptes publics. Les comptes nationaux sont établis en fonction de l'année civile et les comptes publics, en fonction de l'année financière. De plus, les données des comptes nationaux reflètent toutes les transactions gouvernementales, y compris les opérations extrabudgétaires comme celles du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec.

² Le PIB potentiel est le niveau de production qui peut être soutenu aux taux normaux d'utilisation de la capacité et de la main-d'oeuvre. Quand la production effective est inférieure à la production potentielle, comme c'est le cas durant un ralentissement conjoncturel, on dit qu'il existe un écart de production. Selon l'OCDE, l'écart de production du Canada s'élevait à 4,4 % de la production potentielle en 1993. Voir l'OCDE, *Perspectives économiques*, n° 56, OCDE, Paris, décembre 1994.